

# STEVEN ERLANGER

Correspondant diplomatique en chef pour le *New York Times*

## Ali ASLAN

Le *New York Times* l'est tout autant, et c'est pourquoi je suis ravi d'avoir avec nous son correspondant diplomatique en Europe. Je suis sûr que vous connaissez tous son travail et son écriture. Après Berlin, Paris, Moscou et Londres, il officie désormais à Bruxelles. Steven, personne n'a besoin de vous parler de l'Europe. C'est un continent que vous couvrez depuis très longtemps, et c'est pourquoi je suis curieux de connaître votre avis sur l'avenir de l'UE.

## Steven ERLANGER

Nous attendons tous depuis longtemps que l'Europe grandisse. Je pense que je serai disparu avant qu'elle n'atteigne l'adolescence, mais nous verrons. Il est toujours difficile de passer après Rick, mais – voilà de quoi vous reconforter si vous souffrez de l'indifférence de Donald Trump à l'Europe : pensez à quel point vous seriez perturbé s'il s'y intéressait. Je pense qu'il a tout bonnement décidé, puisqu'il n'aime pas les institutions multilatérales, que l'UE n'a pas lieu d'être, mais que si on y tient vraiment, alors d'accord. C'est un peu le même regard qu'il pose sur l'OTAN : ce n'est peut-être pas formidable, les États-Unis en profitent peut-être peu, mais cela semble important et les gens qui l'entourent pensent que ça l'est, alors d'accord.

Je suis très ambivalent actuellement sur la situation de l'UE. Elle a repris de l'élan, c'est certain – le Brexit a été une prise de conscience, et dissuadera tout autre pays à voter sa sortie de l'UE, du moins pendant un certain temps. La perspective du Brexit a redynamisé l'idée que l'Europe a besoin d'un meilleur leadership. La croissance est relancée, même si elle reste lente. Les excellents débats économiques et financiers nous ont confirmé que le chômage baisse mais qu'il reste problématique, en particulier pour les jeunes. Le gros problème reste la diversité des 28 pays – ce qui fonctionnait à 15 ne fonctionne pas si bien à 28, peut-être bientôt à 27, mais la Grande-Bretagne n'a jamais vraiment été le problème au sein de l'UE. Elle a été un élément perturbateur, mais pas un problème.

Mon ami Ivan Krastev a écrit un court essai qui a été publié sous le titre *Après l'Europe*. Son inquiétude n'est pas Nord-Sud, mais Est-Ouest ; c'est le conflit de valeurs entre les membres d'Europe de l'Est et Centrale – ce qui implique que la Russie est membre de l'Europe, même si je ne suis pas sûr qu'elle le souhaite ni qu'elle le soit. Ces pays, souverains depuis peu, sont très réticents à abandonner cette toute nouvelle souveraineté à Bruxelles. Ils s'opposent fortement à l'idée d'une base institutionnelle européenne plus forte. Le débat fait rage sur la nécessité de plus d'Europe pour la zone euro. Je ne saurais dire si l'idée convainc réellement en Pologne, en Hongrie, en République tchèque ou en Slovaquie. Ces pays n'aiment ni Bruxelles ni l'euro. Ils sont très pro-européens dans une certaine mesure – ils reçoivent de l'aide, leurs citoyens peuvent travailler et voyager –, mais certains sont vraiment fascinants, comme la Slovaquie, pays de cinq ou six millions d'âmes, qui fabrique plus de voitures par habitant que n'importe quel autre pays sur Terre, et ce grâce aux entreprises européennes. Le pays est très pro-européen, mais refuse d'accueillir des migrants et résiste à cette idée que l'adhésion à l'UE implique aussi un prix à payer, et non pas simplement des avantages. C'est une question de valeur, qu'il faudra aussi beaucoup de temps pour résoudre.

L'autre point dont nous parlons est le couple franco-allemand. Ce n'est plus suffisant dans une Europe de cette taille. Les Allemands attendent désespérément une France qui aille mieux, notamment pour pouvoir partager la responsabilité de diriger l'Europe, car il existe un fort sentiment anti-allemand en Europe du Sud et de l'Est. Ce sentiment que, à l'instar du « *America First* » de Trump, l'Allemagne encourage un « *Germany First* » en Europe depuis assez longtemps, sous prétexte d'altruisme. Mais au sein de l'UE, ce prétexte ne convainc plus personne, ce dont Merkel a conscience.

Cela fait partie du problème, et on le constate pour ce qui concerne la défense – les nouvelles idées de défense européenne opposent l'Allemagne et la France, parce que l'Allemagne envisage un grand club et que la France veut des capacités, ce qui n'a rien de surprenant. La France souhaite que plus d'argent soit dépensé sur les équipements et

la formation, et les Allemands veulent simplement un club. Si on regarde les sondages d'opinion allemands, on veut que l'Allemagne fasse plus, qu'elle joue un rôle plus important, mais les Allemands eux-mêmes sont extrêmement ambivalents à ce sujet.

Enfin, il y a le Brexit. Je viens de quitter la Grande-Bretagne, où j'ai passé neuf ans de ma vie, et c'est devenu un pays que je ne reconnais plus. D'ailleurs, ses alliés ne le reconnaissent plus non plus. Je viens de publier un article dans le *New York Times* sur la Grande-Bretagne et le Brexit. Je me permets de conclure en vous lisant les deux premiers paragraphes. « De nombreux Britanniques voient leur pays comme un galion courageux, des bannières qui claquent au vent, des canons qui tirent, des trompettes qui résonnent. C'est ainsi que le remarquable ministre des Affaires étrangères, Boris Johnson, aime à le décrire. Mais la Grande-Bretagne est aujourd'hui un navire de taille modeste sur l'océan mondial. Après avoir voté pour quitter l'UE, elle est à la dérive, ne se dirige nulle part, tandis que, sur le pont, un incendie a éclaté et que sa capitaine – pauvre Theresa May – est attachée au mât, sans pouvoir décider de virer à bâbord ou à tribord, et encore moins de faire ce qu'on imagine qu'elle voudrait faire et dont elle sait que c'est ce qu'il faudrait faire : faire demi-tour et regagner le rivage ».

Les citoyens ne reconnaissent pas cette Grande-Bretagne-là. Nous pensons que la Grande-Bretagne est un pays pragmatique, sensé, stable politiquement, une nation de commerçants, mais elle est devenue méconnaissable. Ce n'est plus le pays tel qu'ils l'ont connu leur vie durant. Néanmoins, j'espère sincèrement qu'un accord sera trouvé entre l'UE et la Grande-Bretagne, car les échanges sont utiles pour la Grande-Bretagne et l'UE. La Grande-Bretagne reste une puissance militaire, même si elle est très réduite, soyons honnêtes, et imaginer une UE ou une Grande-Bretagne sans une sorte de relation digne de ce nom me fait vraiment mal au cœur.

#### **Ali ASLAN**

Vous parlez du Brexit, et quand on sait que vous avez vécu près de dix ans au Royaume-Uni, on sent que c'est aussi quelque chose qui vous affecte personnellement. Vous avez également mentionné, à juste titre, que l'Europe a besoin d'une France forte, qu'elle a besoin que la France s'affirme et réendosse son rôle, à savoir être le partenaire de l'Allemagne.